

M. Gray: Je leur cède volontiers la parole, monsieur l'Orateur.

(La séance est suspendue à une heure.)

Reprise de la séance

[Français]

La séance reprend à 2 heures.

M. Henry Latulippe (Compton): Monsieur l'Orateur, il me fait plaisir de prendre part au débat sur le bill C-138 visant à modifier les accords de Bretton Woods et autres lois.

Nous aurions bien des choses à dire à ce sujet. Nous avions même pensé de présenter des amendements, mais vu qu'il s'agit d'une loi internationale préparée à l'avance par les experts de la finance internationale, il est assez difficile pour qui que ce soit, au sein d'un gouvernement comme le nôtre, d'y apporter des changements. Nous serions pourtant censés tirer avantage de ces accords, étant donné que nous y sommes partie. Cependant, les grandes lignes sont tracées par la haute direction financière du monde et il est assez difficile de proposer un amendement visant à concilier les besoins de la personne humaine et ceux de l'industrie.

Or, comme il est assez difficile d'apporter quelque changement que ce soit à cette loi, nous nous contenterons de parler des généralités du bill et d'en indiquer les effets pour les Canadiens. Quels avantages pouvons-nous retirer de ces améliorations, des modifications que peuvent apporter les grandes institutions financières?

Monsieur l'Orateur, nous sommes d'avis que les améliorations suggérées ne constituent qu'un cataplasme sur une jambe de bois. Cette mesure ne guérira pas le mal. Elle peut retarder l'aggravation du malaise ou en atténuer les effets momentanément, mais les conséquences n'en seront pas moins inévitables un jour et la situation sera alors plus dramatique que jamais.

● (2.10 p.m.)

Pour ce qui est des répudiations de dettes, nous en verrons bien d'autres. Les effets de cette maladie économique seront retardés, grâce à une espèce de pilule dorée que la haute finance internationale a préparée et veut nous faire avaler en dépit de nos objections ou protestations. Le Canada pourrait certainement dénoncer ces accords s'il était économiquement et financièrement solvable. Au fait, certains pays n'en ont pas besoin pour se financer, et non seulement ils vivent quand même, mais ils font des échanges avec

d'autres pays. Nous faisons partie de cet organisme, au cas où des difficultés naîtraient dans notre pays, afin que nous puissions recevoir la pilule dorée qui pourra retarder un peu les progrès de la maladie. Cela ne fera pas disparaître les effets de la maladie. Au fait, nous aurons à les subir plus tard et ce n'est qu'une question de temps.

Monsieur l'Orateur, le monde est en évolution constante à travers les échecs et les succès des grandes guerres internationales qui constituent en quelque sorte des interventions chirurgicales graves, qui n'en sont pas moins la preuve évidente d'une vitalité surprenante, voire même d'un redressement encore plus vigoureux.

En 1944, à la fin de la guerre, dont on prévoyait déjà l'heureuse issue pour les Alliés, les experts financiers du monde entier se réunissaient à Bretton Woods, dans l'État du New Hampshire, pour préparer l'orientation des activités internationales de l'après-guerre. A la suite de longues discussions, on décida de créer la Banque internationale de reconstruction et de développement et le Fonds monétaire international. On considérait tout cela comme un régime économique et non pas comme un régime politique. La Russie y délégua des observateurs non participants pour la simple raison qu'elle ne voulait pas qu'on la considère comme un État capitaliste. Elle voulait conserver sa philosophie communiste ou socialiste qui, incidemment, est différente du capitalisme ou du libéralisme économique.

Monsieur l'Orateur, nous sommes en 1969, soit 25 ans après la conclusion des accords de Bretton Woods. Un quart de siècle s'est écoulé depuis ces fameuses assises où les grands banquiers du monde capitaliste ont jeté les bases d'un système monétaire international. Il faut donc réfléchir sur les effets heureux ou malheureux des mécanismes de ces organismes, sur leurs qualités qu'il faut conserver et sur leurs défauts qu'il faut corriger.

Monsieur l'Orateur, en résumé, ces institutions ont été utiles et même nécessaires. L'expérience de 25 années peut être très instructive et rassurante pour tous les pays. A mon avis, la Banque internationale et le Fonds monétaire international sont nécessaires et il faut conserver ces institutions. Nous devons étudier leur mécanisme de près, en vue de le perfectionner et de le rendre plus efficace et plus accessible aux pays qui ne peuvent pas en bénéficier, même s'ils en sont membres. Quelles que soient, monsieur l'Orateur, les différences qui semblent exister entre les monnaies des divers pays, de même qu'entre divers modes d'administration et différentes philosophies économiques, l'économie politique repose sur les mêmes besoins, les mêmes exigences et les mêmes impératifs.